

Les États n'ont jamais été aussi endettés depuis la Seconde Guerre mondiale



Article rédigé par *contact*, le 14 avril 2016

[Source: Le Figaro]

Le FMI, dans son rapport semestriel des Finances publiques dans le monde, s'alarme de la montée généralisée des dettes publiques. Aucun continent, riche ou pauvre n'est épargné.

Le déficit public est la chose la mieux partagée au monde. Tel est le constat désabusé que dressent les experts du Fonds monétaire international dans leur examen semestriel des Finances publiques (Fiscal monitor): «La dette publique continue de grossir dans tous les coins du monde» s'alarment Vitor Gaspar et Luc Eyraud, les responsables du département «finances publiques», au FMI. Ils désignent ainsi les deux pôles de l'économie mondiale, les «pays avancés» arrivés à maturité, comme les Etats-Unis, l'Europe et le Japon, et de l'autre côté les économies émergentes ou en développement.

Pour les premiers, les références historiques sont triples. La grande dépression des années 1930 tout d'abord, quand le poids de la dette était passé de 60% à environ 80% du Produit intérieur brut annuel (PIB) des pays. Puis la Seconde Guerre mondiale, où les efforts de guerre avaient conduit les belligérants à s'endetter. A la fin des conflits en 1945, les Etats européens et américains, essentiellement, avaient un niveau de dette équivalent à 130% de leur PIB. Cet endettement avait pu se résorber durant les trente glorieuses, sous le double effet d'une croissance et d'une inflation également soutenues. Au point que le ratio dette rapportée au PIB était tombé à 30% en 1973.

La troisième référence est celle de la «grande récession mondiale de 2008-2009» ; les économies avancées l'ont abordée avec un taux d'endettement représentant 92% de leur PIB en moyenne. Or malgré la sortie de crise, ce ratio n'a cessé de s'alourdir. Il devrait atteindre 107,6% en moyenne en 2016. Soit 107,5% aux Etats-Unis, 92,5% dans la zone euro, la palme revenant au Japon (249,3%, deux années et demi du PIB annuel japonais). Parmi les pays du G7 l'Allemagne est la seule à avoir réduit son endettement, le ramenant à 68,2% de son PIB (contre 72,5% en 2009).

Les pays du Moyen Orient et d'Afrique du Nord sont aujourd'hui les plus déstabilisés

Bénéficiant d'une croissance économique deux à trois fois plus élevée ces trente dernières années, les pays émergents sont parvenus quant à eux à maîtriser leurs finances publiques, et cette bonne santé a été leur force. Mais le miracle est en train de se dissiper. L'endettement est passé de 39,7% à 47,5% du PIB entre 2009 et aujourd'hui pointe le FMI. La dégradation est quasi générale, de la Chine à la Russie, même si les niveaux atteints restent très inégaux (46,8% du PIB pour la première et 18,4% pour la seconde).

Frappés de plein fouet par la chute du pétrole les pays du Moyen Orient et d'Afrique du Nord sont aujourd'hui les plus déstabilisés. Le FMI a calculé que leurs déficits publics cumulés représenteront 2000 milliards de dollars au cours des cinq prochaines années.

La dette publique constitue un facteur de vulnérabilité d'autant plus diabolique que les économies croissent peu et que l'inflation est trop faible pour l'éponger subrepticement, comme ce fut le cas dans les trente années qui ont suivi la seconde guerre mondiale. «Une solution durable au problème du surendettement n'est pas envisageable en l'absence d'une croissance plus soutenue à moyen terme. Une progression continue de la

croissance de 1 point de pourcentage pourrait ramener les ratios d'endettement dans les pays avancés à leurs niveaux d'avant-crise (de 2008-2009)», estiment les économistes du FMI. Encore faudrait-il que ces pays renouent avec la croissance et se réforment dans ce sens.

Pour les économies en développement, l'équation est tout aussi redoutable, car il s'agit «de répondre à la demande grandissante de services publics, d'améliorer l'offre de services de santé et d'éducation et de développer les infrastructures», estime le FMI. «Agissez-maintenant, agissez ensemble», enjoignent Vitor Gaspar et Luc Eyraud, qui jouent les «lanceurs d'alerte». La nouvelle mission semble-t-il du FMI, dont les réunions de printemps se tiendront ce week end à Washington, regroupant les ministres des Finances de ses 189 pays membres.

Jean-Pierre ROBIN